

17 octobre 2012

L'honorable Vic Toews, P.C., M.P.
Ministre de la Sécurité publique
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Objet : Aumôniers des prisons

Monsieur le Ministre,

Le soussigné représente des groupes inquiets de la décision de mettre fin à un programme de financement des aumôniers à temps partiel issus d'une variété de communautés religieuses. L'expérience acquise au fil des années, lors de réunions de discussions et de dialogues, par l'entremise du *Partenariat interreligieux 2010*, suivis de la *Conversation interreligieuse canadienne*, fait ressortir l'avantage d'reconnaitre, plutôt que de diminuer, la diversité de l'expression religieuse au Canada. Signalons, parmi nos réalisations, l'organisation, couronnée de succès, du *Sommet de 2010 des religions du monde : Dirigeants interreligieux dans les pays du G8*, en présence de votre collègue Steven Fletcher, Ministre d'État (Réforme démocratique). En travaillant de concert, nous contribuons au bien-être et à la cohésion sociale du Canada, en valorisant l'apport des communautés religieuses au bien de tous les Canadiens.

Nous aimerions qu'on clarifie les raisons pour lesquelles on met un terme aux contrats des aumôniers à temps partiel. On limite sérieusement les ressources en personnel requises pour répondre à la grande diversité des besoins spirituels et religieux des détenus, reflète de la diversité religieuse du Canada. Nous ne pouvons nous empêcher de croire que la réhabilitation des détenus doit comporter l'accès au counselling spirituel et religieux approprié qui est offert dans le cadre de l'actuel programme d'aumônerie. Comme les détenus du Canada reflètent largement la diversité de la société canadienne, vous saisissez sûrement l'importance de répondre aux besoins spirituels des différentes religions. Quelles conclusions la Ministère a-t-il tirées de la recherche sur l'impact produit sur la récidive et, par conséquent, sur la réduction à plus long terme des coûts financiers, lorsqu'on offre aux détenus des prisons fédérales le counselling spirituel et moral approprié?

Quant à la décision de cesser de rémunérer les aumôniers à temps partiel et de demander aux aumôniers à temps plein, en grande majorité chrétiens, d'assurer le ministère auprès des détenus de toutes les religions, nous vous demanderions quelles mesures vous allez prendre pour empêcher qu'on néglige la réhabilitation des détenus des autres religions. Alors que les aumôniers répondent aux différents besoins spirituels de tous les détenus (et du personnel du Service correctionnel Canada), sans égard à leur appartenance communautaire, ils ne peuvent pas répondre aux besoins sacramentels ou des aspects spirituels plus approfondis de la pratique spirituelle de chaque communauté de foi. Nous nous demandons également si votre Ministère a envisagé la possibilité de solliciter l'appui des communautés de foi plus réduites du Canada, afin de pouvoir combler les lacunes qui apparaîtront inévitablement.

Nous avons aussi été surpris d'apprendre la décision de votre Ministère vu l'engagement du Canada à l'endroit du pluralisme religieux et la proposition, par votre Gouvernement, de créer un Bureau canadien de la liberté de religion. Nous aimerions également savoir pourquoi le Comité interreligieux de l'aumônerie du Service correctionnel Canada n'a pas été consulté et inclus dans le processus décisionnel. Enfin, nous aimerions savoir dans quelle mesure on a tenu compte de la cohérence entre cette décision, d'une part, et d'autre part sur les principes du respect de la diversité et de la promotion de la cohésion sociale au Canada, depuis longtemps embrassés par tous nos partis fédéraux comme faisant partie de notre mode de vie.

Nous serions heureux de pouvoir discuter plus à fond de ces questions avec votre bureau.

Recevez, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées,



The Rev. Dr. Karen Hamilton
Secrétaire général
Le Conseil canadien des églises

Catherine Starr
Coordinateur
Association des aumôniers, université du
Toronto



Mobeenuddin H. Khaja, O. Ont.
Président
L'Association des musulmans progressistes
du Canada



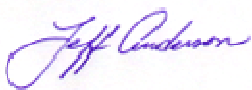
Rev. Sam Chaise
Secrétaire général
Les Ministères Baptistes Canadiens

Rev. Tim McCoy
Ministre exécutif
Les baptistes canadien d'Ontario et Québec

Imam Dr. Abdul Hai Patel
Directeur, relations interreligieux
Le Conseil canadien des imams

Robert W. Steffer
Églises chrétiens, (Disciples du christ) au
Canada

Dr. Peter L. Reid,
Ministre executive
La Convention des Églises Baptistes de
l'Atlantique



Rev. Jeffrey Anderson
Président
Evangelical Covenant Church of Canada



Bruce J. Clemenger
Président
l'Alliance évangélique du Canada



Rev. Susan C. Johnson
Évêque nationale
Église évangélique luthérienne au Canada

Pandit Roopnauth Sharma
Président
Fédération des temples indous du Canada

Michael Kerr
Coordinateur
Karuna Community Services of the buddhist
communities of greater Toronto

Mrs Pascale Frémond
Présidente
Religions for Peace – Canada
Religions pour la Paix – Québec

Commissaire Brian Peddle
Commandant territorial
Armée du Salut



The Right Reverend Gary Paterson
Modérateur
L'église unie du Canada

Balpreet Singh Boparai
Legal Counsel
World Sikh Organization of Canada